

pour organiser une grande opération de maintien de la paix. L'interposition d'une force militaire neutre et passive semble étrangère aux conceptions des belligérants. Ainsi, à moins que tous les détails soient clairement établis à l'avance et bien compris par toutes les parties en cause et qu'une force de maintien de la paix jouisse d'une crédibilité et d'une réserve de puissance évidente, il est peu probable que l'OUA organise d'autres missions de ce genre à l'avenir.

OPÉRATIONS INDÉPENDANTES DE MAINTIEN DE LA PAIX

À l'heure actuelle, les organisations régionales ne semblent avoir ni la volonté, ni la capacité de participer à des opérations de maintien de la paix. Sauf au Moyen-Orient, zone toujours dangereuse, l'ONU n'a pas mis sur pied d'opération de ce genre depuis 1965. La tendance, si le mot est bien choisi, s'infléchit en faveur des opérations indépendantes.

Deux missions d'observation, maintenant presque oubliées, ont été conduites au Vietnam. L'une a commencé en 1954, et l'autre en 1973, après qu'on eut instauré les cessez-le-feu et convenu des procédures devant aboutir à des règlements politiques. Dans le premier cas, la mission était "parrainée" par l'Union soviétique et le Royaume-Uni, et dans le second, par les quatre belligérants. Il y a eu chaque fois des milliers de violations. Les commissions d'observation étant composées d'un État occidental (le Canada dans chaque cas), d'un État communiste et d'un État neutre, il était très difficile de s'entendre sur toute question importante. Les comptes rendus de la Commission étaient versés en dossier, puis oubliés. Il est peu probable que l'expérience du Vietnam se reproduise.

Au Moyen-Orient, il y a eu trois opérations indépendantes de maintien de la paix : dans le Sinaï en 1975 et en 1979, puis à Beyrouth en 1982. En octobre 1975, Israël a convenu de retirer progressivement ses troupes du Sinaï et de rendre ce territoire à l'Égypte. L'ONU se trouvait sur place avec la FUNU II. Mais un poste d'écoute spécialement conçu s'imposait pour déceler toute infiltration éventuelle des forces égyptiennes par deux cols clés après le retrait des Israéliens. Les parties ont accepté une opération civile technique américaine, la mission du Sinaï, qui a fonctionné avec grand succès en collaboration avec les forces de l'ONU. Une fois la tâche menée à bien, la mission s'est retirée.

Quand les derniers éléments israéliens se furent retirés du Sinaï en 1979, une force de maintien de la paix demeurait essentielle pour surveiller la frontière. Mais l'URSS, qui dénonçait le traité de paix conclu entre Israël et l'Égypte, a menacé d'opposer son veto quand on a proposé d'employer la FUNU II pour cette

tâche. Les parties ont donc convenu de créer une force indépendante dirigée par les États-Unis. Dix autres pays ont fourni des éléments à cette force de quelque 2 500 soldats connue sous le nom de Force multinationale d'observation (MFO); le Canada contribue depuis peu. Du fait que les anciens belligérants appuient pleinement cet arrangement, les fonctions rattachées à l'observation des frontières sont très précises. Et du fait que les États-Unis jouissent de la confiance des deux parties, le système a bien fonctionné et il restera vraisemblablement en place pendant de longues années encore.

Le cas suivant s'est présenté à Beyrouth en 1982. Sur les instances d'Israël, les États-Unis se sont opposés au redéploiement des forces de l'ONU qui auraient quitté le sud du Liban pour aller contrôler le retrait des forces palestiniennes à Beyrouth et pour faciliter le rétablissement de l'autorité du gouvernement libanais dans cette ville. Par conséquent, les parties ont conclu un accord de remplacement qui prévoyait le déploiement de la Force multinationale (MNF) comprenant 800 marines américains, 800 légionnaires français et 400 soldats italiens. La mission a été accomplie sans incident grave en l'espace de trois semaines, sous les yeux de la presse mondiale, puis la MNF a été retirée.

Mais presque aussitôt après, les combats ont repris entre les diverses factions, quand les forces israéliennes sont rentrées à Beyrouth et que les réfugiés palestiniens dans les camps de Shatila et de Sabra ont été massacrés par des Phalangistes libanais. La Force multinationale (MNF) a été rappelée pour mettre fin à tous les combats et pour rétablir l'ordre dans la région. Cette fois-ci, les Britanniques étaient également de la partie.

La tâche les dépassait. Ils croyaient accomplir une mission de maintien de la paix. Mais la Syrie (dont 30 000 soldats se trouvaient également au Liban, supposément pour préserver la paix) et plusieurs des factions percevaient la MNF, et notamment le contingent américain, comme un appui militaire favorable au gouvernement chrétien Gemayel auquel ils étaient opposés et comme un allié d'Israël. La neutralité, principe fondamental du maintien de la paix, perdait toute signification dans cette situation chaotique. Le principe du non-recours à la force a connu le même sort. Très vite, la MNF a essuyé de lourds bombardements d'artillerie et des attaques terroristes, et elle a été entraînée dans les hostilités. À la fin, la base du contingent américain a été bombardée, et 237 soldats ont perdu la vie.

On a dit de la MNF qu'elle a été une force de maintien de la paix. Mais était-ce véritablement le cas ? Peut-être s'agissait-il plutôt d'une tentative partisane pour sauvegarder la paix dans des conditions très instables. Quel que sera le verdict de l'histoire, la MNF a certainement passé outre à toutes les normes et aux